



29 Janvier 2023

Publié par wikistrike.com

L'Union européenne va obliger les Pays-Bas à interdire l'élevage de bétail



Une décision de justice de 2019 a commencé à contraindre les agriculteurs néerlandais à cesser leurs activités – à dessein.

Les éleveurs de bétail néerlandais sont de plus en plus indignés et désespérés par une décision de justice qui a commencé à contraindre des milliers d'entre eux à cesser leur activité – à dessein.

En 2019, le Haut Conseil des Pays-Bas, l'autorité judiciaire suprême du pays, a jugé qu'un système de 2015 consistant à autoriser de nouveaux projets émetteurs d'azote en exigeant des compensations d'azote ne respectait pas les limites d'émission convenues par tous les membres de l'Union européenne. La décision du Haut Conseil répondait [au verdict](#) d'un procès intenté en 2016 par des militants écologistes néerlandais devant la Cour de justice de l'UE, dans lequel les plaignants affirmaient que les Pays-Bas n'avaient pas protégé les zones Natura 2000 de l'Union européenne contre le ruissellement de l'azote.



Le Haut Conseil a stoppé la quasi-totalité des nouveaux permis de construire aux Pays-Bas, y compris les agrandissements de fermes. Depuis lors, les agriculteurs néerlandais sont engagés dans une bataille réglementaire avec le gouvernement néerlandais pour savoir si le secteur de l'élevage, incroyablement dense dans le pays, peut continuer à être [le premier exportateur de viande](#) de l'Union européenne.

La réponse semble être Non.

En juin, le gouvernement néerlandais [a présenté](#) un plan dont le coût s'élève à plusieurs dizaines de milliards de dollars visant à réduire « radicalement » le nombre d'animaux élevés dans le pays, soit plus de 35 millions d'ici 2030. Ce plan prévoit de « *payer certains éleveurs néerlandais pour qu'ils se délocalisent ou quittent le secteur, et d'aider les autres à passer à des méthodes d'élevage plus extensives (par opposition à intensives), avec moins d'animaux et une plus grande surface de terre.* »

Ce plan a suscité la [fureur](#) des agriculteurs néerlandais, ainsi que d'autres protestations.

« *Cette fière nation agricole subit d'immenses pressions pour apporter des changements radicaux afin de réduire les émissions nocives, et certains agriculteurs craignent que leurs moyens de subsistance ne soient anéantis* », [a rapporté](#) la BBC l'été dernier, une des nombreuses fois où les agriculteurs néerlandais sont descendus dans la rue.

« *Je suis propriétaire foncier, donc une question essentielle est de savoir si le gouvernement est autorisé à pousser les agriculteurs hors de leurs terres* », [a déclaré](#) Marije Klever, productrice laitière et membre du syndicat des jeunes agriculteurs néerlandais, au Guardian en décembre. « *Ça ne peut pas être La Haye qui dit aux agriculteurs qu'ils doivent partir, il faut un accord.* »

« *Ce n'est pas possible.* » Ça ne devrait pas l'être. Mais ça l'est.

L'élevage et la consommation de viande sont clairement attaqués par les militants du climat. L'automne dernier, comme je l'ai détaillé dans une chronique, la ville néerlandaise de Haarlem a interdit les publicités pour la viande afin de lutter contre le changement climatique. Quelques mois plus tard, les étudiants d'une université publique d'Écosse ont voté l'interdiction de la vente de viande sur le campus de l'école pour la même raison. Et dans [une chronique](#) publiée au début du mois, j'ai mis en lumière une nouvelle étude qui préconise l'apposition d'un « avertissement climatique » sur les aliments contenant de la viande rouge.



Un reportage du *Guardian* de cette semaine suggère que le même sort pourrait finalement être réservé aux agriculteurs des États-Unis également. « Avons-nous atteint le « pic de viande » comme le pic de pétrole : tellement de bétail, tellement de pollution locale, que le seul avenir durable est dans la réduction ? », s'interroge le journal. « Ce sont des questions auxquelles les États-Unis, premier producteur mondial de viande bovine, devront aussi bientôt répondre. »

Cependant, les Néerlandais sont célèbres pour leur innovation agricole.

Comme l'a noté le *Washington Post* l'année dernière, les Pays-Bas fournissent de la nourriture à la plupart des pays d'Europe occidentale – viande et fruits et légumes – sur une superficie équivalente à celle du Maryland. Les serres du pays peuvent produire des légumes en utilisant une fraction de l'eau nécessaire aux opérations de culture en plein air.

Ces serres utilisent également moins d'engrais, ce qui laisse aux éleveurs de poulets, de vaches et de porcs tellement de fumier qu'ils ne savent qu'en faire. Ces excréments inutilisés ont à leur tour produit une abondance d'azote qui s'infiltre dans les écosystèmes non agricoles et les altère, comme les zones Natura 2000 que les États membres de l'UE ont accepté de protéger.

C'est pourquoi les Pays-Bas renoncent à leur riche histoire d'innovation agricole pour réduire l'élevage dans le pays. Mais pourquoi ne pas utiliser une partie des milliards mis de côté pour payer les agriculteurs néerlandais afin qu'ils renoncent à la viande de bœuf et l'utiliser pour travailler avec ces mêmes agriculteurs afin de collecter, traiter et expédier l'excédent de fumier du pays vers l'Angola, qui a été brièvement une colonie néerlandaise ? La pénurie d'engrais en Angola – dont le fumier est un exemple efficace et naturel – a menacé les récoltes et exacerbé la pauvreté et la faim de millions de personnes dans ce pays. Les habitants d'autres pays pauvres souffrant d'un déficit en engrais pourraient également en profiter si d'autres pays ayant un excédent d'engrais (dont les États-Unis) adoptaient la même approche.

La pollution est un problème. Interdire la viande n'est pas la réponse à ces problèmes.

source : Contrepoints